

## **Le troisième temps de l'écologie politique**

Les tensions internationales, la guerre pour des ressources énergétiques et écologiques plus rares, les premières manifestations du choc climatique, la réduction de la biodiversité, l'hégémonie désastreuse des Etats-Unis, la contre menace terroriste, l'enlisement d'une Union européenne affaiblie, l'impuissance des Etats à combler les inégalités même en partie, tout entretient la peur, le repli sur soi. Le dérèglement climatique est le résultat d'un développement insoutenable, du gaspillage massif issu de l'accumulation et de l'hyperproduction des pays du Nord : les conséquences les plus importantes seront subies par les populations les plus pauvres. D'ores et déjà, la terrible réalité des réfugiés climatiques amplifie les effets de l'immigration économique.

Le désarroi est présent, le vote pour les populismes et les nationalismes s'est installé dans tous les pays démocratiques

Ainsi, le décalage entre les discours politiques et les perceptions de nos concitoyens s'est accru fortement.

Depuis le 21 avril, le malaise s'amplifie : en témoignent en France le résultat du référendum sur le TCE, les émeutes des banlieues, la lutte contre le CPE.

Le recul de l'Etat, les conditions de vie d'une partie de la population l'érosion des positions syndicales ou associatives, favorisent le repli individualiste et alimentent les discours d'affrontement entre les générations, les territoires et communautés.

A la demande de nouvelles sécurités collectives et d'un recul de la violence, la droite a répondu depuis 2002 par la fuite en avant libérale, conservatrice et autoritaire.

Lanceurs d'alerte, nous avons dénoncé l'épuisement des écosystèmes, la réduction dramatique de la biodiversité, les modifications climatiques, la situation catastrophique des pollutions, les crises sanitaires, bref, les impasses du productivisme, du libéralisme et du capitalisme sans entrave.

Après le temps de la dénonciation, après l'expérience gouvernementale et l'accès à de nombreux exécutifs, les Verts doivent franchir une nouvelle étape.

Plutôt qu'un simple replâtrage, plutôt que d'accompagner et de réparer sans cesse ce qui a fait faillite, il nous appartient de passer de l'annonce des crises à la promesse de mutation et à la mise en oeuvre des solutions.

Entre l'annonce des catastrophes et le « rien n'est possible » il y a place pour le discours d'un autre chemin, pour celles et ceux qui enjamberont la totalité de ce siècle, qui verront leur existence traversée par deux mutations majeures, le changement climatique et la crise énergétique.

Il y a de la place pour la décroissance de notre empreinte écologique, avec plus de qualité de vie, de « bien être ensemble » et plus de justice sociale.

Le projet vert doit permettre à chacun de réussir sa vie, avec les mots, les images, les cadres d'actions, les exigences de notre siècle.

L'élection présidentielle de 2007 ouvrira un cycle qui décidera des investissements stratégiques du futur (énergie, transports, sécurité sociale, santé, recherche) et redistribuera tous les leviers d'action publique.

La séquence nous donne l'occasion d'illustrer notre projet de transformation sur une large échelle, d'en indiquer le but, les étapes et les alliances nécessaires pour y parvenir..

Voilà pourquoi notre AG doit donner un signal public de clarté politique, de stabilité et de renouveau des Verts.

## **Parce qu'elle va à la racine des choses, notre écologie est globale et radicale.**

On entend dire que l'écologie serait l'affaire de tous les partis (et par conséquent d'aucun) ou un enjeu technique indépendant de la politique. Il faut réaffirmer au contraire et démontrer en permanence la pertinence et la singularité du paradigme écologiste, le caractère transformateur de l'écologie. La globalité de l'écologie allie les exigences environnementales, sociales, économiques, démocratiques.

Sortie du ni droite ni gauche, l'écologie politique n'est réductible ni à un sous courant de la sociale démocratie, ni à une composante de l'extrême gauche.

Elle exprime une vision originale de la transformation qui ouvre ici et maintenant des champs des possibles d'actions et de mieux vivre dans la société.

L'identité de la gauche repose traditionnellement sur la mise en cause des inégalités et sur un projet de redistribution juste des richesses. L'écologie politique revisite ces questions :

- refuser les inégalités sociales, c'est combattre toutes les discriminations afin de donner toute sa place à la diversité par la redéfinition du contrat social, par le renouvellement du pacte républicain, à travers les actions fortes, symboliques et volontaristes,
- refuser les inégalités environnementales, c'est convaincre chacune et chacun d'entre nous que notre avenir commun dépend de la mise en oeuvre de politiques anti-productivistes concrètes, en matière de transports, logement, consommation, accès à l'eau, bruit, santé au travail.

Le changement des rapports sociaux est inséparable de la façon dont on produit, de ce qu'on produit et de ce que l'on compte, et par conséquent des rapports avec la nature.

Comme la nature ignore les frontières humaines, les logiques nationales ne sont plus aujourd'hui à même de répondre aux attentes. La nécessité d'une politique européenne comme premiers pas vers une régulation mondiale s'impose. Nous réaffirmons notre attachement à l'élargissement de l'Union y compris à la Turquie, et à son approfondissement, à la remise en chantier de politiques communes que seules interdisent les égoïsmes nationaux. Il faut mettre au centre du débat l'exigence d'une Europe démocratique et solidaire. Nous devons défendre une nouvelle Constitution européenne, socle d'une Europe de paix, de solidarité et de développement soutenable en mettant en oeuvre les moyens démocratiques nécessaires pour refonder, avec les citoyen-e-s de l'Union, les institutions européennes. Notre Europe n'est pas une forteresse de pays riches, elle se construit avec ses voisins du pourtour méditerranéen, elle est une maison d'échanges et de solidarité.

Nous réaffirmons notre solidarité avec le Sud, notre culture de paix et de non violence.

### **Pour battre la droite, un accord solide à gauche, sur toute la séquence : des Verts autonomes !**

Dans l'opinion monte une double aspiration : faire barrage à Sarkozy et renouveler profondément le contenu et la façon de faire de la politique.

La stratégie de la «gauche de la gauche» est une impasse : divisée sur son projet, elle refuse d'apporter une réponse claire à la façon dont doivent se lier contestation, participation aux exécutifs, alliances politiques et alliances sociales, résistances et initiatives alternatives dans la société civile.

Mais battre la droite, tout en évitant qu'elle ne revienne dès 2012 dans de pires conditions encore, nécessite aussi de ne pas reproduire des insuffisances, et les erreurs de la gauche plurielle.

Réhabiliter la politique, c'est rénover les pratiques et réformer les institutions. C'est agir pour restaurer la confiance des classes populaires dans leur capacité à décider de leur sort.

### ***Nous agissons donc publiquement pour un accord exigeant de législature et de gouvernement entre la gauche et les écologistes.***

Les incontournables d'un tel accord sont connus:

Au plan électoral, un groupe parlementaire Vert ;

Au plan programmatique, sur la mandature : un projet de loi sur la proportionnelle, la réorientation forte des politiques en matière d'énergies, (rupture programmée avec le nucléaire, pas d'EPR, fermeture et non-renouvellement des centrales en fin de vie à commencer par Fessenheim, fermeture de la Hague, d'ITER, non-enfouissement des déchets, promotion massive des économies d'énergie et des énergies renouvelables propres), en matière de fiscalité écologique, de transports (pas un kilomètre d'autoroute en plus), de conversion écologique de l'industrie, d'agriculture (arrêt immédiat de la culture des OGM en plein champ, contrôle des filières, réforme des aides) de déchets (moratoire incinérateurs), de passage d'une politique de soins à une politique de santé, de lutte contre la précarité (augmentation des minima sociaux) et les inégalités, de 6<sup>ème</sup> République, d'asile et d'immigration (abrogation des lois Sarkozy, régularisation des sans-papiers), de rapports nord-sud. Une réforme de l'école, de la police, de la justice, de nouvelles avancées contre les discriminations, pour un renforcement des droits des femmes permettant une égalité réelle.

Il s'agit de donner la priorité à des politiques globales aboutissant à des résultats partagés par le plus grand nombre. Notre pays a besoin par exemple d'une politique volontariste, couplant lutte contre l'effet de serre et reconstitution du lien social.

Cette bataille du contenu, nous la mènerons aussi longtemps qu'il le faudra, devant l'opinion publique.

C'est à une AG extraordinaire des Verts qu'il reviendra, en temps utile, de décider finalement.

Si les conditions d'un accord ne sont pas réunies, les Verts auront leurs propres candidats dans toutes les circonscriptions.

En cas d'accord politique et de victoire de la gauche et des Verts lors des législatives, les termes d'une participation gouvernementale seront validés par le Conseil National.

Il devra être clair aux yeux de l'opinion et de nos partenaires, que les Verts joueront le jeu d'un tel accord, mais que nous sommes prêts à quitter la coalition s'il n'est pas respecté.

Troisième temps de la séquence électorale, les municipales sont un moment fondamental pour affirmer notre autonomie et la capacité des Verts à répondre aux défis concrets de la vie quotidienne de nos concitoyens.

Elles sont un moment important aussi de la construction et de l'élargissement de notre mouvement, du dialogue avec la société civile : mouvements autonomistes (particulièrement RPS), la mouvance associative, les acteurs de l'ESS.

L'Assemblée générale, attachée aux alliances des Verts et de la gauche au second tour, insiste auprès des groupes locaux pour qu'ils conduisent au premier tour des listes Vertes et ouvertes partout où cela sera possible, à commencer par les villes de plus de 50 000 habitants, pour animer des dynamiques citoyennes porteuses de transformation écologique et sociale.

La décision des stratégies municipales appartient aux organisations statutairement compétentes mais nous agissons pour une stratégie nationale, préparées par des conventions thématiques nationales et la mutualisation du matériel de campagne.

### **Des Verts divers et ouverts!**

Les Verts n'ont aucune vocation à être assimilés à la simple expression des préoccupations des *classes moyennes* urbaines diplômées. Développer les Verts, c'est les mettre en dialogue avec les groupes sociaux actuellement les plus éloignés de la politique.

D'abord parce que les plus pauvres paient le plus lourdement la facture de la dégradation environnementale.

Ensuite parce que dans les résistances et les innovations de ceux d'en bas, se modèle le monde de demain : les sans papier en lutte, la banlieue qui brasse les populations, la jeunesse qui aspire à l'autonomie, les créateurs d'activité qui recomposent le lien entre revenu et travail, les militants des circuits courts, les entrepreneurs des technologies écologiques, tous disent la vérité d'une civilisation qui se cherche et s'invente dès à présent.

Nous devons poursuivre la clarification et la confrontation avec les associations, syndicats, mutuelles, collectifs, groupements professionnels, avec qui nous avons des convergences mais sans suivisme d'aucune sorte : nous poursuivrons par exemple, à propos de l'avenir d'EDF, notre action pour un service public de l'énergie *non nucléaire*.

De la même façon, nous affirmons notre volonté de faire vivre les principes de la laïcité. L'universalisme est une valeur concrète : elle doit s'incarner dans une lutte de chaque jour contre les discriminations et pour l'égalité des droits.

S'agissant de leur rapport avec les autres forces qui se réclament de l'écologie, les Verts rappellent leur attachement à la tenue à terme d'Assises décentralisées de l'écologie politique après l'élection présidentielle. La question ne se pose pas en termes de ralliement ou de fusion.

Les Verts souhaitent en outre qu'elles s'ouvrent aux associations, mouvements et personnalités actives sur le terrain de l'environnement, aux réseaux de l'économie sociale et solidaire, de solidarité avec le Sud, de défense des droits des étrangers, de lutte contre la précarité et pauvreté, aux syndicalistes de la reconversion écologique, aux mouvements régionalistes et de consommateurs...

### **Des Verts réformés.**

Les Verts ont toujours eu l'ambition d'être le laboratoire des réformes qu'ils prônent pour la société : partage des responsabilités électives, transparence et limitation des revenus tirés de la politique, parité, refus d'un fonctionnement présidentieliste, fédéralisme, respect des minorités, statut de l'élu...

La réflexion engagée à travers la RPI doit aboutir à la nécessaire réforme des statuts et à une amélioration de nos pratiques politiques : elle n'a pas pour but d'aligner le fonctionnement des Verts sur celui des autres partis, mais au contraire de réduire ce qui entrave l'application de la démocratie, freine l'adhésion, ronge la convivialité de l'engagement.

En particulier, la place des courants et des sous-groupes de pression internes, n'est excessive que parce que l'exécutif et le parlement verts sont faibles.

Ce dont les Verts ont besoin : une équipe exécutive soudée et légitime, un CNIR retrouvant son rôle d'élaboration et de contrôle politiques, des commissions reconnues et relayées régionalement, des élus communiquant plus efficacement et mieux pris en compte, des compétences militantes valorisées, une politique ambitieuse de formation des responsables et des militants, une presse audible et à large diffusion.

*Il est nécessaire de mieux faire fonctionner le « national » en réformant les modes d'élection et la composition du CE et du CS, de renforcer l'interrégional.*

Il est nécessaire, sans remettre en cause son principe, d'examiner la façon dont la règle de la proportionnelle, dans la désignation des exécutifs, aboutit à plus de rassemblement et d'unité.

Il est nécessaire de faire respecter l'obligation démocratique : elle passe par le respect des décisions prises.

Il est nécessaire de construire notre mouvement par "en bas", c'est-à-dire de renforcer les groupes locaux en leur donnant un statut et des moyens.

Nous devons développer une culture de l'adhésion, en offrant à celles et ceux qui partagent nos grandes orientations, un lieu propice à l'engagement et aux débats d'idées.

Nous devons en interne mieux définir le rapport élus/militants, militants thématiques/militants locaux, diversifier les modes d'accès aux responsabilités en particulier pour tous ceux qui sont engagés dans l'action associative ou syndicale, dans l'entreprise, dans l'innovation sociale et écologique.

Nous proposons donc d'engager un processus participatif de réforme des statuts, d'un an commençant au printemps 2007 pour aboutir à une « constituante » verte de réforme des statuts. Une commission sera à cet effet constituée sur la base des sensibilités issues de l'Assemblée générale de Bordeaux.

### **Des Verts prêts pour l'action**

Les Verts sont à un tournant de leur histoire.

Leurs militants sont actifs dans les luttes et dans les mouvances des propositions alternatives concrètes. Leurs élus conduisent des politiques lourdes et sont reconnus comme compétents et dévoués à l'intérêt général. La qualification de tous s'est accrue. Le travail des commissions et la volonté de co-élaborer le projet vert ont permis d'avancer.

Mais notre image reste brouillonne : même si l'opinion reconnaît que nous avons eu raison sur bien des points, les conflits internes de ces dernières années interrogent sans doute une partie de l'opinion sur notre capacité de participer à la gestion des affaires nationales.

Nous avons donc à montrer dans la période à venir en quoi le vote vert est un vote doublement utile : pour battre la droite, et pour mener la gauche et les Verts à la réussite, c'est-à-dire pour faire face réellement aux grands enjeux de la période.

Voilà pourquoi, nous appelons Les Verts à se rassembler autour de la campagne de Dominique Voynet candidate à l'élection présidentielle. Elle sera, dans cette campagne, une des voix de notre mouvement, dans toute sa diversité, pour fédérer les initiatives alternatives, les engagements citoyens du « peuple écologiste ».

Elle aura besoin de notre soutien, pour faire entendre nos idées, convaincre de l'urgence et de l'utilité de nos propositions.

Voilà pourquoi nous proposons pour diriger Les Verts une équipe qui s'inscrive dans le renouvellement voulu par les militants, mais aussi dans la continuité des compétences validées par l'expérience.

Notre pays a besoin d'un parti écologiste ambitieux, rigoureux, cohérent. Nous pouvons, compter et peser à l'avenir, si nous le voulons !